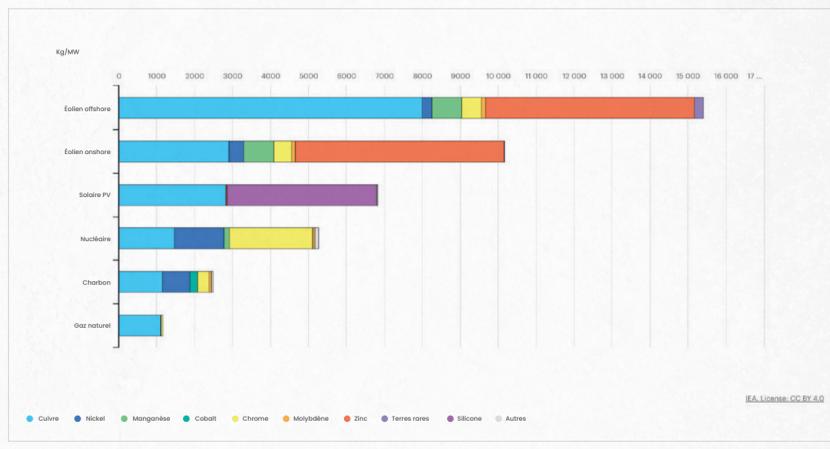
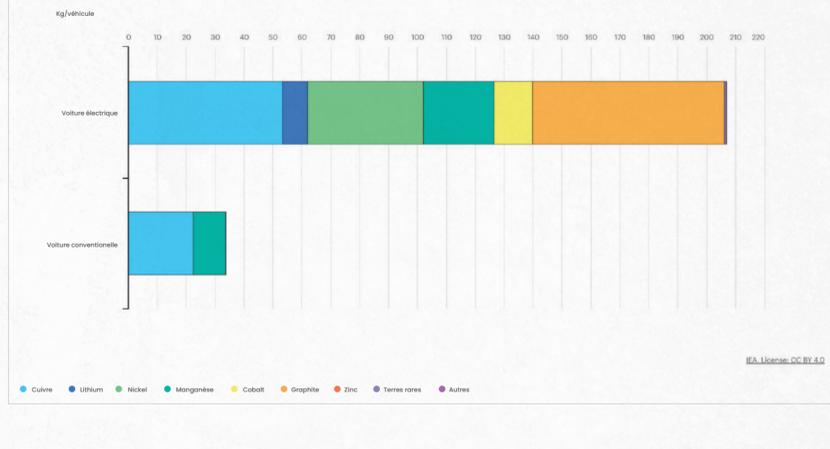


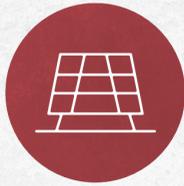
Prévenir la corruption dans les chaînes d'approvisionnement en minerais de la transition

Afin de ne plus dépendre des combustibles fossiles, nous avons besoin d'infrastructures énergétiques plus sobres en carbone. Ces technologies sont essentielles pour décarboniser rapidement la planète, mais elles exigent beaucoup plus de minéraux que les systèmes utilisant les combustibles fossiles.



ÉOLIEN

Aluminium, chrome, cuivre, manganèse, molybdène, nickel, terres rares, zinc



SOLAIRE PV

Aluminium, argent, arsenic, cuivre, gallium, germanium, indium, silicium, tellure



VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET STOCKAGE PAR BATTERIE

Aluminium, cobalt, cuivre, graphite, lithium, manganèse, nickel, silicium, terres rares

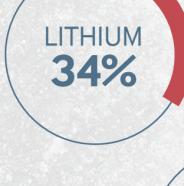
Sources: IEA et USGS

La demande et les prix de ces minerais augmentent déjà, et les pays producteurs saisissent l'opportunité pour attirer de nouveaux investissements.

Cependant, cela engendre de sérieux risques. Lors de l'augmentation des prix pendant les booms précédents de matières premières, les dirigeants d'entreprises et les représentants officiels publics ont souvent eu recours à la corruption pour passer des accords lucratifs ou profiter de règles favorables. La plupart des minerais essentiels à la transition énergétique se trouvent dans des pays dont la gouvernance est déjà défaillante ce qui est préoccupant.



PROPORTION DE MINÉRAUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EXTRAITS DANS DES PAYS AYANT UN DEGRÉ ÉLEVÉ DE CORRUPTION.



Source: TI Accountable Mining Programme

C'EST IMPORTANT PARCE QUE LA CORRUPTION:

- Porte atteinte aux garanties principales qui protègent les communautés locales et l'environnement.
- Profite aux élites politiques et commerciales au détriment du grand public.
- Perturbe et retarde l'investissement et la production responsables au moment où nous avons urgemment besoin de ces minéraux pour atteindre les objectifs climatiques.

AFIN DE PRÉVENIR LA CORRUPTION DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN MINÉRAUX DE LA TRANSITION, LES GOUVERNEMENTS, LES ENTREPRISES, LES INVESTISSEURS ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DEVRAIENT:

PROTÉGER LES COMMUNAUTÉS LOCALES



Agir de toute urgence - à l'échelle des prochains mois, et non des prochaines années - pour mettre en oeuvre des mesures plus rigoureuses de lutte contre la corruption, y compris concernant les législations et les règlements, les partenariats bilatéraux et multilatéraux et les accords commerciaux.



Identifier explicitement les risques de corruption et élaborer des plans d'atténuation dans toutes les stratégies, activités et opérations concernant les minerais de la transition énergétique.



Empêcher la corruption d'affaiblir la protection des droits des communautés, et l'application des garanties environnementales et sociales.

LIMITER LES OPPORTUNITÉS DE CORRUPTION



Adopter et promouvoir la transparence des contrats, des paiements, du négoce des matières premières et de la propriété réelle en conformité avec les normes mondiales afin de faciliter la détection de la corruption.



Empêcher les élites politiques de monopoliser abusivement les opportunités.



Réduire autant que possible l'utilisation d'agents et d'intermédiaires, et adopter des contrôles plus exhaustifs sur ceux que certains acteurs continuent à utiliser.



Éviter de permettre la kleptocratie et la captation de l'État en atténuant les risques de corruption et mettant fin à certaines relations commerciales, le cas échéant.

DEMANDER DES COMPTES AUX ACTEURS CORROMPUS



Soutenir les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en aval afin qu'ils intègrent des contrôles des pratiques détaillées ci-dessus dans leurs systèmes d'approvisionnement responsable et de diligence raisonnable.



Soutenir les droits et les activités de la société civile, des journalistes, des lanceurs d'alerte et d'autres acteurs de la lutte contre la corruption.



Garantir que les acteurs corrompus subissent les conséquences de leurs actions grâce à des mesures efficaces d'application et de redevabilité qui mettent sans cesse l'accent sur les victimes de la corruption.

Le groupe d'experts sur la prévention de la corruption dans la production de minerais de la transition rassemblant des perspectives de la société civile, de gouvernements, d'universitaires et d'organisations internationales, a élaboré ces recommandations. Le processus de rédaction de ces recommandations a été facilité par NRGi avec les conseils du Centre de l'OCDE pour la conduite responsable des entreprises et de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Ces recommandations sont soutenues par AFREWATCH, le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (BHRRC), Global Witness, Oxfam Amérique, Publiez Ce Que Vous Payez, RAID, Resource Matters, AccountableMining Programme de TransparencyInternational, Dr Kathryn Sturman(SustainableMineralsInstitute, Université de Queensland), et Dr Ana Bastida(Université de Dundee).

L'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI, Natural Resource GovernanceInstitute) est une organisation indépendante à but non lucratif qui encourage un processus décisionnel ouvert et inclusif dans le domaine des ressources naturelles et de la transition énergétique. Nous travaillons en partenariat avec des réformateurs au sein des gouvernements et de la société civile pour élaborer et mettre en oeuvre des politiques justes fondées sur les faits et les priorités des populations des pays émergents riches en ressources naturelles. Pour en savoir plus, consultez www.resourcegovernance.org.

